

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

Date de la Convocation : 12 février 2021

Date d'affichage : 12 février 2021

OBJET :	Réunion du Conseil Municipal à Huis-clos
----------------	---

L'an deux mille vingt et un, le dix-huit février, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

Présents : Michel VENIAT, Romain MERVILLE, Régine GUILAIN, Francis WOJTOWICZ, Rossana CARLIER, André CROMBEZ, Danielle CHOTEAU, Daniel TISON, Catherine ESTAQUET, Dominique JOHN, Brigitte DUBOIS, Jean-Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Yves PETIT, Patrick ZIATKOWSKI, Florence CARBOULET, Régis FASSART, Laurence SALVA, Guillaume LECARPENTIER, Emmanuelle EGELE, Séga SOUMARE, Mathilde LARGILLET, Coraline KULCZYCKI, Sami JOURNET, Michelle BLEUSE, Thomas OMIETANSKI, Julien FRANQUET, Caroline VARLET

Absents ayant donné pouvoir : Me PULLIAT a donné procuration à Mr TISON
Me BOUDRY a donné procuration à Mr MERVILLE
Mr BRAHMA a donné procuration à Me CARLIER R.
Me CARLIER V. a donné procuration à Mr VENIAT

Absents : Mr NOULIN

Secrétaire de séance : Me CARBOULET

Nombre de	En exercice :	33	Vote :	Pour :	32 / 32
Conseillers	Présents :	28		Contre :	0 / 32
Municipaux :	Votants :	28 + 4 procurations		Abstentions :	0 / 32

Présentation :

La loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 (modifiée en date du 9 février 2021) autorise la prorogation de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 1^{er} juin 2021.

Eu égard aux mesures sanitaires en vigueur à compter du 28 novembre 2020, l'assistance aux débats des organes délibérants ne constitue pas un motif d'autorisation de sortie dérogatoire.

Aussi, la réunion du conseil municipal du 18 février 2021 ne peut se dérouler en présence du public, d'une part en raison des mesures sanitaires elles-mêmes et d'autre part en raison de la situation de couvre-feu de 18 h à 6 h.

Conformément à l'article L. 2121-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, sur la demande de trois membres ou du Maire, le Conseil Municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Délibération :

Vu l'article L. 2121-18 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant la proposition de Mr le Maire ;

Considérant la nécessité de protéger les populations alors même que le pays est en situation de grave crise sanitaire ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE d'organiser à huis-clos le présent Conseil Municipal.

DIT

que, pour assurer la publicité de la séance, la pres

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,



Michel VENIAT

Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du

par sa publication en date du

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.